

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 29/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GROUPE BOUHYER

Le Château Rouge
358 rue de la fonderie
CS 40069
44150 Ancenis-Saint-Géréon

Références : N5-2026-530
Code AIOT : 0006300995

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement GROUPE BOUHYER implanté Le Château Rouge 358 rue de la fonderie CS 40069 44150 Ancenis-Saint-Géréon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du respect du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE BOUHYER
- Le Château Rouge 358 rue de la fonderie CS 40069 44150 Ancenis-Saint-Géréon
- Code AIOT : 0006300995

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Groupe BOUHYER exploite, sur le site d'Ancenis-St-Géréon, une fonderie de fonte. Celle-ci est associée à une activité d'application de peintures.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques du cubilot (COV et benzène)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7	Demande d'action corrective	1 mois
3	Rejets atmosphériques du cubilot (autres paramètres)	AP Complémentaire du 04/06/1999, article 2-5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Vitesse d'éjection des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	Demande d'action corrective	1 mois
7	Suites de l'incendie du 30-09-2023	Code de l'environnement du 04/11/2024, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets atmosphériques du cubilot (dioxines)	AP Complémentaire du 10/07/2006, article 1.1.2	Sans objet
4	Rejets atmosphériques des sableries et des installations d'ébarbage	AP Complémentaire du 04/06/1999, article 2-5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques du cubilot (COV et benzène)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 27-7 :</u> Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 30 ci-après, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé : (...) 7 - Composés organiques volatils : a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. (...) c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié : Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h.</p> <p><u>Inspection du 17/07/2025 :</u> → L'exploitant poursuit les investissements afin de mettre en conformité les rejets du cubilot en COVNM et benzène. Il transmet un Porter à Connaissance à l'issue des essais réalisés en septembre 2025 pour l'oxydation thermique, celui-ci précisant les évolutions à venir en sortie de cubilot (refroidissement des fumées et/ou oxydation thermique). Un positionnement vis-à-vis des VLE du BREF SF est également attendu, celui-ci devenant</p>

applicable dans un futur proche (12/2028).
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats du suivi mensuel des rejets atmosphériques réalisé au niveau du cubilot d'octobre 2025 à février 2026, les résultats de mars n'ayant pas encore été reçus.</p> <p>Concernant les émissions de benzène, celles-ci sont non-conformes sur les 2 derniers mois de l'année 2025 (39.61 et 46.75 mg/Nm³). Elles étaient conformes en octobre 2025 et depuis janvier 2026 (respectivement à 0.026, 0.81 et 1.02 mg/Nm³).</p> <p>Concernant les émissions de COVNM, celles-ci étaient également non-conformes sur les 3 derniers mois de 2025 (255, 297 et 297 mg/Nm³). Elles sont redevenues conformes au début de l'année 2026 (58.65 et 108 mg/Nm³).</p> <p>L'exploitant indique que le changement du filtre (traitement par charbon actif) est intervenu fin décembre 2025, ce qui explique probablement pourquoi les valeurs sont redevenues conformes après coup.</p> <p>Il apparaît donc que le changement du filtre, intervenant tous les 3-4 mois, n'est peut-être pas optimisé.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir mandaté une société spécialisée pour diminuer la température des fumées et permettre une meilleure adsorption sur le charbon actif et réduire les polluants dans les rejets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant mène une étude pour déterminer la durée de vie optimale du filtre à charbon associé au cubilot.</p> <p>Si cette durée de vie optimale remet en cause la capacité de l'entreprise à le maintenir opérant en toute circonstance, l'exploitant fait réaliser une étude pour mise en place d'un autre système (oxydation thermique, ...) permettant de garantir le respect des VLE des rejets atmosphériques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Rejets atmosphériques du cubilot (dioxines)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2006, article 1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1.1.2 :</u></p> <p>L'exploitant met en place, au plus tard le 31 décembre 2007, un traitement complémentaire des émissions du cubilot visant à limiter strictement les émissions de dioxines.</p> <p>Il est tenu compte pour la définition de ce traitement des meilleures techniques disponibles, l'objectif devant être visé étant la limitation à 0,1 ng/Nm³ des émissions des composés précités.</p>

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé au droit du rejet du cubilot en 2025.

La valeur relevée en dioxine est de 0,06 ng I-Teq/Nm³, soit un flux de 1,78 µg/h, conforme à la réglementation.

L'inspection des installations classées a rappelé qu'à partir de décembre 2028, la valeur qui s'appliquera sera celle issue du BREF SF, à savoir 0,08 ng I-Teq/Nm³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques du cubilot (autres paramètres)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/06/1999, article 2-5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :Article 2.5 :

L'exploitant met en place les équipements de prévention et de traitement permettant la mise aux normes des rejets atmosphériques de ses différentes installations avec les dispositions ci-après :

- les effluents gazeux émis par les unités de fusion du site respectent une valeur limite en concentration en poussières de 20 mg/Nm³ et une valeur limite de flux spécifique de 200 g par tonne de fonte produite ;
- les effluents gazeux émis par les autres unités du site génératrices de poussières respectent une valeur limite de concentration en poussières de :
 - 40 mg/Nm³ si le flux horaire dépasse 1 kg ;
 - 100 mg/Nm³ si le flux horaire reste inférieur ou égale à 1 kg

Le programme de surveillance des émissions de poussières de toutes ces installations comprend au minimum :

- une mesure annuelle des flux et teneurs en poussières de tous les rejets canalisés ;
 - une mesure trimestrielle des flux et teneurs en poussières des rejets des cubilots et de la sablerie.
- Ces mesures sont réalisées par un organisme agréé.

Inspection du 17/07/25 :

→ L'exploitant met en œuvre des actions correctives en vue de diminuer les émissions de monoxyde de carbone très élevées dans les plus brefs délais. Si un flux supérieur à 50 kg/h est de nouveau constaté en 2026, la mesure en continu des émissions de monoxyde de carbone sera prescrite via arrêté préfectoral complémentaire.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des rejets atmosphériques réalisés en 2025.

Concernant les émissions de poussières, celles-ci sont relevées à 1,07 mg/Nm³, conformes à la

<p>réglementation applicable.</p> <p>Concernant les émissions de monoxyde de carbone, celles-ci sont de nouveau supérieures à 50 kg/h, la valeur relevée est de 2051 mg/Nm³, représentant un flux de 572 kg/h.</p> <p>Pour mener les investigations, l'exploitant a demandé, avant la prescription de la mesure en continu, de réaliser un suivi mensuel permettant de conclure sur les causes à la fin de l'année 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant procède à la mesure mensuelle des émissions de monoxyde de carbone (CO) dans les rejets issus du cubilot, et ce, pendant au moins 12 mois consécutifs.</p> <p>A la fin de l'année 2026, il transmet à l'inspection des installations classées un bilan des émissions de CO relevées et conclut sur la récurrence des dépassements du flux de 50 kg/h, valeur devant entraîner la prescription d'une mesure en continu.</p> <p>En cas d'absence de transmission de ce bilan, la mesure en continu sera prescrite de fait par l'inspection des installations classées, conformément à l'article 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Rejets atmosphériques des sableries et des installations d'ébarbage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/06/1999, article 2-5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Inspection du 17/07/25 :</u></p> <p>Dans son courrier en réponse du 10/02/2025, l'exploitant indiquait échanger avec la société EOLE pour définir un système de mesures permettant d'anticiper toute dérive nécessitant la mise en place d'actions correctives.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé que le changement des filtres des installations d'ébarbage et des sableries est réalisé une fois par an, pendant l'arrêt technique estival.</p> <p>Toutefois, il n'a pas été en mesure de présenter les réflexions menées permettant d'apporter un suivi de tendance et d'anticiper les éventuelles dérives, notamment liées à l'encrassement des filtres.</p> <p>→ L'exploitant met en place un suivi de tendance des capacités de filtration des filtres sur toute la durée de vie afin d'anticiper des éventuelles dérives au cours du temps. Ce dispositif permettra de déterminer la périodicité de remplacement optimale des filtres qu'il conviendra d'indiquer dans un programme de maintenance.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une société spécialisée a été mandatée pour réaliser un audit des installations d'ébarbage et des sableries fin 2025 et des points de rejet associés.</p> <p>Les devis réalisés pour mise en place d'un suivi optimisé des capacités de filtration représentent des investissements conséquents que l'exploitant prévoit d'étaler sur plusieurs années.</p> <p>Les rejets atmosphériques des installations sont conformes et n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 30 ci-après, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé : (...)</p> <p>7 - Composés organiques volatils :</p> <p>a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. (...)</p> <p>c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié :</p> <p>Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des rejets atmosphériques 2025 des installations d'application de peintures. L'ensemble des résultats est conforme à la réglementation applicable.</p> <p>Pour certaines cabines, néanmoins, au sein desquelles sont effectuées les activités d'application et de séchage, il n'est pas forcément pris la valeur limite d'émission la plus restrictive (issue de l'application), sans remettre en cause la conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant s'assure que les VLE prises en compte pour déterminer la conformité des cabines d'application de peintures sont celles les plus restrictives pour les cabines réalisant à la fois des activités d'application et de séchage.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vitesse d'éjection des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 57 :</u></p> <p>La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.</p> <p>Inspection du 17/07/25 :</p> <p>→ L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les rapports de contrôles des rejets atmosphériques pour les points n°1, 2 (cabine peinture main), 11A, 11C (poste styrène) et 23 (cabine COLMAR), dès réception de ceux-ci. Ils sont commentés et un plan d'actions associé à un échéancier de mise en œuvre est proposé si des non-conformités sont constatées.</p> <p>Pour le point n°13 (ébarbage 5R8), dont la vitesse d'éjection est toujours insuffisante, il réalise des travaux de remise en conformité dans les plus brefs délais, et justifie à l'inspection des installations classées la mise en œuvre de ceux-ci.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a justifié que les vitesses d'éjection, sur la base des contrôles réglementaires effectués en 2025, sont revenues en conformité pour les points n°1, 11A, 11C et 23. Concernant le point n° 2, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats des mesures réalisées.</p> <p>Concernant le point n° 13, celui-ci est de nouveau en non-conformité. Il n'a pas été en mesure de justifier de travaux de remise en conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle des rejets atmosphériques pour le point n°2 (cabine peinture main). En cas de non-conformité, un plan d'actions associé à son échéancier de mise en œuvre est fourni.</p> <p>Pour le point n°13 (ébarbage 5R8), dont la vitesse d'éjection est de nouveau insuffisante, il réalise des travaux de remise en conformité dans les plus brefs délais et justifie à l'inspection des installations classées la mise en œuvre de ceux-ci.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Suites de l'incendie du 30-09-2023

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/11/2024, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident

<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Inspection du 17/07/25 :</u> Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir fait évoluer la procédure de recueil des fines de fusion. Notamment, celles-ci sont placées dans des big-bags, isolés dans une alvéole spécifique pendant leur refroidissement et mise en sécurité (une semaine environ). Ils sont ensuite déplacés dans l'alvéole principale avant évacuation par une société spécialisée.</p> <p>L'exploitant a également précisé qu'il allait remplacer ceux utilisés actuellement par des big-bags de type C (ATEX) et résistants à la chaleur.</p> <p>→ L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées tous les justificatifs (bon de commande, fiche technique...) permettant d'attester de la commande de big-bags de type C, catégorisés ATEX et résistants à la chaleur.</p> <p>Une comparaison est effectuée entre la température des fines au moment de leur recueil dans le big-bag de le degré de résistance à la chaleur de ces big-bags.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé avoir fait évoluer la procédure suite à l'incendie. En effet, la nouvelle procédure prévoit que les fines de fusion et les fines d'ébarbage sont isolées sur des îlots spécifiques pendant 15 jours pour refroidissement. Elles sont par la suite regroupées sur la plate-forme de stockage avant évacuation.</p> <p>Les fines sont recueillies dans des big-bags de type C, catégorisés comme ATEX et résistants à la chaleur. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de corrélérer les températures des fines lors du dépotage avec les caractéristiques techniques des big-bags.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant analyse les caractéristiques techniques des big-bags et justifie de leur compatibilité avec les fines de fusion et d'ébarbage, notamment en terme de résistance à la chaleur. Il justifie que ceux-ci sont bien catégorisés ATEX et transmet l'ensemble de ces éléments à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Inspection du 17/07/25 :</u> Le jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré que les travaux de raccordement des eaux domestiques au réseau communal ont été démarrés, par la société HERVÉ TP, au cours du mois de juin 2025.</p> <p>Ceux-ci ont été légèrement retardés par une indisponibilité de la société VEOLIA, missionnée</p>

<p>pour le raccordement final. Leur achèvement est prévu avant l'arrêt technique du mois d'août 2025.</p> <p>A l'issue de ceux-ci, un plan de récolement des eaux usées, un nettoyage du réseau d'eaux pluviales et la vérification du rejet dans le circuit des eaux domestiques seront réalisés.</p> <p>→ L'exploitant transmet tous les justificatifs (DOE, photos, plans...) permettant d'attester que le raccordement des eaux usées (domestiques) du site au réseau communal a été finalisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé que le raccordement a été finalisé fin juillet 2025, sans pouvoir présenter de justificatifs.</p> <p>Il s'est engagé à les transmettre à l'issue de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant transmet tous les justificatifs (plan de raccordement, DOE, ...) permettant d'attester du raccordement du réseau d'eaux domestiques au réseau communal.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>